

RAPPORT SEMESTRIEL

30 juin 2015

1 SOMMAIRE

1	SOMMAIRE	2
2	RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
3	ACTIVITE DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2015	4
3.1	PRODUCTION	4
3.2	EXPLORATION	5
3.3	FORAGE	5
3.4	REFINANCEMENT	5
4	LISTE DES PRINCIPAUX PERMIS DETENUS PAR LE GROUPE AU 28 AOUT 2015	7
5	SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2015	8
5.1	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE	8
5.2	ELEMENTS FINANCIERS	8
5.2.1	CHIFFRE D'AFFAIRES	8
5.2.2	RESULTAT OPERATIONNEL	9
5.2.3	RESULTAT FINANCIER	9
5.2.4	RESULTAT NET	9
5.2.5	INVESTISSEMENTS	10
5.2.6	FLUX DE TRESORERIE	10
5.2.7	PERSPECTIVES	10
6	RESERVES ET RESSOURCES PETROLIERES	12
7	CAPITAL ET VIE SOCIALE	14
7.1	ASSEMBLEE GENERALE	14
7.2	NOMBRE TOTAL DE DROITS DE VOTE ET D' ACTIONS COMPOSANT LE CAPITAL	14
7.3	MAUREL & PROM ELIGIBLE AU PEA-PME	14
7.4	RISQUES ET INCERTITUDES	14
8	ETATS FINANCIERS RESUMES CONSOLIDES DU GROUPE	15
8.1	ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE	15
8.2	ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL	16
8.3	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	18
8.4	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	19
8.5	ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	20
9	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	44
9.1	CONCLUSION SUR LES COMPTES	44
9.2	VERIFICATION SPECIFIQUE	44

2 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

En tant que Directeur Général des Etablissements Maurel & Prom (ci-après « **Maurel & Prom** » ou la « **Société** »), et sous la responsabilité du Président Monsieur Jean-François HENIN, Monsieur Michel HOCHARD est responsable de l'information financière et notamment du rapport financier semestriel.

Ses coordonnées sont les suivantes :

Monsieur Michel HOCHARD

Directeur Général

Maurel & Prom

51 rue d'Anjou

75008 Paris

Téléphone : 01 53 83 16 00

Télécopie : 01 53 83 16 05

Attestation

« J'atteste qu'à ma connaissance les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans son périmètre de consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant aux pages 3 à 44 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants. »

Le Directeur Général

Michel HOCHARD,
Paris, le 27 août 2015

3 ACTIVITE DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2015

L'environnement économique a été marqué par une forte baisse du cours du Brent depuis mi 2014. Celui-ci est passé de 113 \$ à fin juin 2014 à 58 \$ fin décembre 2014 et à 63 \$ fin juin 2015. Sur le premier semestre 2015, le cours moyen du Brent s'établit à 57,8 \$ contre 108,9 \$ sur le premier semestre 2014 soit une baisse de 47 %.

Cette chute du cours du baril a eu un impact direct sur le chiffre d'affaires et la rentabilité opérationnelle du Groupe.

S'agissant de l'évolution des devises, le dollar s'est apprécié par rapport à l'euro. Le taux de change EUR/USD au 30 juin 2015 s'élevait à 1,12 contre 1,21 au 31 décembre 2014. Le taux de change moyen de la période s'établit à 1,12 alors qu'il était à 1,37 sur le premier semestre 2014.

3.1 Production

Au premier semestre, des contraintes techniques ont restreint les exportations de pétrole du Gabon :

- arrêt temporaire de production pour augmenter les capacités des installations de surface. Ces arrêts ont été initiés par Maurel & Prom afin d'organiser le raccordement d'installations additionnelles (génération électrique, traitement huile/eau, ...) dans l'objectif d'accroître la capacité de production d'huile des champs producteurs ;
- problèmes d'écoulement dans l'oléoduc d'évacuation. Le Groupe a été contraint de restreindre momentanément l'évacuation de sa production d'huile. En effet, depuis le début de l'année, le mix produit transporté pour le compte des différents exportateurs dans le pipeline a évolué. Sous la direction de l'opérateur, ceux-ci mettent en place les modes opératoires qui devraient permettre de rétablir le bon fonctionnement de l'oléoduc dans les prochaines semaines.

Au total, les expéditions de pétrole brut des champs gabonais se sont trouvées limitées. En moyenne 20 447 b/j au premier trimestre 2015, et 23 048 b/j au deuxième trimestre 2015 ont ainsi été évacués (production opérée).

En février 2015, les puits d'exploration Mabounda-1 (EZMAB-1D) et Niambi-1 (EZNI-1D), situés sur le permis Ezanga au Gabon, ont montré les résultats positifs suivants :

- le test des Grès de Base du puits EZMAB-1D a mis en évidence un débit éruptif stabilisé de 1 002 b/j d'huile anhydre avec une pression en surface stabilisée à neuf bars. L'huile produite présente une densité de 28° API ;
- le test réalisé au sommet du Kissenda Inférieur du puits EZNI-1D a mis en évidence un débit éruptif stabilisé de 1 162 b/j d'huile anhydre avec une pression en surface stabilisée à quarante bars. Cette huile présente une densité de 35° API. Les autres réservoirs à hydrocarbures du Kissenda Supérieur et de la base du Kissenda Inférieur qui présentent des régimes de pression différents, seront testés ultérieurement.

L'Accord de Commercialité de la découverte de Mabounda (puits EZMA-1D) a été obtenu le 30 mars 2015. Le Plan de Développement afférent, comprenant deux puits supplémentaires ainsi que la connexion au réseau de production d'Onal, devrait être approuvé par les autorités gabonaises au cours de l'été pour un début de production à partir de l'automne 2015.

En Tanzanie, le puits de développement MB-4, foré sur le champ à gaz de Mnazi Bay à 800 mètres des puits MB-2 et MB-3, a traversé les réservoirs à gaz du Miocène avec des épaisseurs utiles respectives de 24 mètres (Mnazi Bay Supérieur) et de 43 mètres (Mnazi Bay Inférieur), ces épaisseurs sont les plus importantes rencontrées lors des forages des cinq puits existants sur ce champ. Les mesures de pression confirment l'extension latérale et verticale des deux réservoirs.

Le puits sera connecté aux installations de production sur le champ pour un démarrage d'ici la fin de l'exercice 2015.

Sur la base de ces résultats et d'une première production attendue d'ici la fin 2015, la prochaine évaluation des réserves du champ de Mnazi Bay devrait conforter les volumes de gaz déjà reconnus.

3.2 Exploration

A la suite des résultats d'exploration au Mozambique, le Groupe a déprécié l'ensemble des dépenses liées à ce permis. A noter que les opérations d'exploration opérées par un tiers ont enregistré des dépassements de budget lui incombant. Cette insuffisance de résultats pétroliers et les dépassements de budgets de l'opérateur conduisent le Groupe à ne pas poursuivre les travaux de recherche au Mozambique dans ce contexte.

Au Myanmar, le forage du puits SP-1X, opéré par Petrovietnam, a débuté le 27 décembre 2014 et s'est terminé en mars 2015. Ce forage a mis en évidence des volumes significatifs de gaz en place. Le puits n'a pas été testé et a été bouché compte tenu des hautes pressions rencontrées lors du forage étant considéré que l'appréciation du réservoir pourrait être plus facilement menée dans le futur à partir d'un autre forage sur la zone.

Au Québec, sur l'île d'Anticosti, la campagne de sondages stratigraphiques débutée en 2014 a redémarré en mai 2015. À ce jour, dix sondages sont complétés et le onzième est en cours de complétion. Un douzième sondage doit être réalisé en 2015, sa localisation sera optimisée en fonction des résultats des sondages précédents. Les sondages de la campagne 2015 font partie du programme d'évaluation des ressources du réservoir du Macasty, les résultats déjà obtenus vont permettre de déterminer les emplacements des trois puits horizontaux avec fracturations qui sont programmés pour l'été 2016.

À Sawn Lake en Alberta, le test pilote du procédé SAGD (Steam Assisted Gravity Drainage), réalisé sur la première paire de puits horizontaux en vue d'évaluer la faisabilité technique et commerciale de ce projet de production de bitume par injection de vapeur, se poursuit. La moyenne de production de 325 b/j au cours du premier semestre 2015 continue d'évoluer favorablement. Elle était de 400 b/j au mois de juillet 2015. Pour apprécier la viabilité économique du gisement, le test pilote se poursuivra jusqu'à l'automne 2015.

3.3 Forage

Au premier semestre 2015, cette activité a été fortement pénalisée par la réduction drastique des programmes d'investissement des opérateurs pétroliers avec une incidence directe et immédiate sur les programmes de forage. Le taux d'utilisation de la flotte est de 49 % au premier semestre 2015 en sus de la gestion d'un appareil pour le compte de l'association Ezanga, contre 87,5 % au premier semestre 2014. Le chiffre d'affaires de cette activité, qui s'élève à 33,6 M\$, se répartit sur le continent africain entre le Gabon (68 %), le Congo (15 %) et la Tanzanie (17 %). Caroil réalise 52,7 % de son chiffre d'affaires avec des clients hors Groupe, dégageant une contribution au chiffre d'affaires consolidé de Maurel & Prom de 17,7 M\$ au 30 juin 2015.

La non reconduction de contrats de forage à long terme entre Caroil et certains de ses clients historiques en raison de l'environnement économique, a amené le Groupe à réviser à la baisse la valeur des actifs de l'activité forage au 30 juin 2015.

3.4 Refinancement

Le Groupe a lancé au cours du mois de mai 2015 une émission d'Obligations à Option de Remboursement en Numéraire et/ou en Actions Nouvelles et/ou Existantes (ORNANE) venant à échéance le 1^{er} juillet 2021 pour un montant de 115 M€ (après exercice de la clause d'extension).

Les caractéristiques de ces ORNANE sont les suivantes :

Maturité :	1 ^{er} juillet 2021
Valeur nominale unitaire :	11,02 €
Nombre d'obligations émises :	10 425 571
Prime d'émission :	37 %
Taux nominal :	2,75 %

L'objectif de cette émission était de permettre le refinancement de l'endettement de la Société et le rallongement de sa maturité. Maurel & Prom a ainsi proposé un rachat anticipé de leurs titres aux détenteurs d'OCEANE 2015.

Au 30 juin 2015, Maurel & Prom avait racheté 4 749 542 OCEANE 2015 représentant environ 86 % du nombre d'OCEANE 2015 émises à l'origine, à un prix de 13,605 € par obligation pour un montant de 64,6 M€. Les titres restants en circulation ont été rachetés à l'échéance de l'emprunt le 31 juillet 2015. Le montant décaissé à cette date s'est élevé à 8,9 M€ incluant remboursement du capital et règlement des intérêts dus.

Endettement au 30 juin 2015 (valeur nominale) et échéance de remboursements du nominal pour les trois prochains exercices :

En M€	30-juin-15	S2 2015	2016	2017	2018
RCF 400 M\$	357	-	-	67	67
Emprunt CS	45	-	-	-	45
OCEANE 2015	9	1	-	-	-
ORNANE 2019	253	-	-	-	-
ORNANE 2021	115	-	-	-	-
TOTAL en M€	779	1	-	67	112

4 LISTE DES PRINCIPAUX PERMIS DETENUS PAR LE GROUPE AU 28 AOUT 2015

Pays	Société	Nom	Part détenues par la société
Canada	SAE*	Alberta	25 %
	SAE*	Anticosti	21,67 %
	SAE*	Gaspésie	50 %
Myanmar	SAE*	Bloc M2	40 %
Tanzanie	M&P	Bigwa-Rufiji-Mafia	60 %
		Mnazi Bay-Production	48,06 %
		Mnazi Bay-Exploration	60,075 %
Mozambique	M&P	Rovuma onshore-Exploration	32,60 %
Namibie	M&P	0044	37 %
		0045	37 %
Congo	M&P	La Noubi	77,77 %
Gabon	M&P	Ezanga-Exploration	100 %
		Ezanga-Production	80 %
		Nyanga Mayombe	100 %
		Banio	100 %
		Kari	100 %
Colombie	M&P Colombia**	Muisca	100 %
		COR 15	100 %
		CPO 17	50 %
	M&P	SN 11	100 %

* Saint-Aubin Energie est détenue à hauteur de 33,33 % par M&P

** M&P Colombia est détenue à hauteur de 50 % par M&P

5 SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2015

5.1 Environnement économique

L'environnement économique a été marqué par une forte baisse du cours du Brent depuis l'été 2014. Celui-ci est passé de 113 \$ à fin juin 2014 à 58 \$ fin décembre 2014 et à 63 \$ fin juin 2015. Sur le premier semestre 2015, le cours moyen du Brent s'établit à 57,8 \$ contre 108,9 \$ sur le premier semestre 2014 soit une baisse de 47 %.

Le dollar s'est apprécié par rapport à l'euro sur la même période. Le taux de change EUR/USD au 30 juin 2015 s'élevait à 1,12 contre 1,21 au 31 décembre 2014. Le taux de change moyen de la période s'établit à 1,12 alors qu'il était à 1,37 sur le premier semestre 2014.

5.2 Eléments financiers

5.2.1 Chiffre d'affaires

	T1 2015	T2 2015	S1 2015	S1 2014	Var.15/14
Production totale vendue sur la période					
<i>barils d'huile</i>	1 378 825	1 569 899	2 948 724	3 468 161	-15%
<i>millions de BTU</i>	95 438	102 419	197 857	171 625	+15%
Prix de vente moyen					
<i>en \$ par baril</i>	48,8	57,6	53,5	107,8	-50%
<i>en \$ par millions de BTU</i>	5,36	5,36	5,36	5,36	-
Taux de change EUR/USD	0,89	0,91	0,90	0,73	+23%
CHIFFRE D'AFFAIRES en M€					
Production pétrolière	59,8	82,4	142,2	271,9	-48%
<i>Gabon</i>	59,4	81,9	141,3	271,3	
<i>Tanzanie</i>	0,4	0,5	0,9	0,6	
Activité de forage	10,1	5,5	15,6	23,6	-34%
Chiffre d'affaires consolidé	69,9	87,9	157,8	295,5	-47%

Au cours du premier semestre 2015, le prix de vente moyen du baril de pétrole a chuté de près de 50 % (53,5 \$/b au S1 2015 contre 107,8 \$/b au S1 2014). Le chiffre d'affaires consolidé de Maurel & Prom s'établit à 158 M€ suivant ainsi la baisse du prix du baril.

La baisse de 47 % du chiffre d'affaires par rapport à celui de la même période en 2014 est principalement due aux éléments suivants :

- un effet quantité sur les ventes du permis Ezanga au Gabon : des contraintes techniques ont restreint les exportations de pétrole au Gabon. Ces restrictions portent sur les deux éléments suivants :

- arrêts temporaires de production pour augmenter les capacités des installations de surface. Ces arrêts ont été initiés par Maurel & Prom afin d'organiser le raccordement d'installations additionnelles (génération électrique, traitement huile/eau, ...) dans l'objectif d'accroître la capacité de production d'huile des champs producteurs ;
 - problèmes d'écoulement dans l'oléoduc d'évacuation. Le Groupe a été contraint de restreindre momentanément l'évacuation de sa production d'huile. En effet, depuis le début de l'année, le mix produit transporté pour le compte des différents exportateurs dans le pipeline a évolué. Sous la direction de l'opérateur, ceux-ci mettent en place les modes opératoires qui devraient permettre de rétablir le bon fonctionnement de l'oléoduc.
- un effet prix négatif sur ces mêmes ventes ;
 - un effet taux de change positif.

L'activité de forage a quant à elle été fortement pénalisée par la réduction drastique des programmes d'investissement des opérateurs pétroliers avec une incidence directe et immédiate sur les programmes de forage. Caroil, pour sa part, réalise 52,7 % de son chiffre d'affaires avec des clients hors Groupe, dégageant une contribution au chiffre d'affaires consolidé de Maurel & Prom de 17,7 M\$ au 30 juin 2015.

5.2.2 Résultat opérationnel

en milliers €	30/06/2015	30/06/2014
Chiffre d'affaires	157 808	295 501
Marge brute	103 103	239 508
Excédent brut d'exploitation	68 150	209 638
Amortissements et dépréciation	(43 264)	(38 540)
Dépréciation des actifs d'exploration et d'exploitation	(44 381)	(11 276)
Résultat de cession d'actifs	(25)	(108)
Autres éléments opérationnels	(13 316)	(3 561)
Résultat opérationnel	(32 836)	156 152

Le résultat opérationnel est de -33 M€. La baisse des prix du pétrole a eu un effet défavorable direct sur les marges du Groupe. Au Mozambique, les dépenses d'exploration du premier semestre 2015, soit 22 M€, ont été passées en charges.

L'environnement économique a aussi pesé sur l'activité forage. La non reconduction sur le premier semestre de contrats de forage à long terme entre Caroil et certains de ses clients historiques en raison du gel des investissements de ces derniers a amené le Groupe à réviser à la baisse la valeur des actifs de cette activité. Au 30 juin 2015 il a été constaté une dépréciation de 20 M€ ramenant la valeur bilancielle de l'activité forage à 35,5 M€.

5.2.3 Résultat financier

Le résultat financier au premier semestre 2015 s'établit à 7,4 M€. L'amélioration de ce résultat est la conséquence directe de la restructuration du financement du Groupe et donc de la diminution du service de la dette ainsi que de l'évolution favorable de la parité EUR/USD. D'autre part, il inclut un produit non récurrent de 8 M€ lié à la réévaluation à la juste valeur de la composante optionnelle de l'ORNANE 2021.

5.2.4 Résultat net

Le résultat avant impôt est de -25,4 M€. La charge exigible d'impôt sur les sociétés (13 M€) correspond principalement à la constatation du « profit oil » part de l'Etat sur le permis d'Ezanga au Gabon.

Le résultat net du Groupe au premier semestre 2015 s'élève ainsi à -44 M€.

5.2.5 Investissements

La Société a mis en place des actions de réduction de coûts et a procédé à une révision du programme d'investissements. L'expression du plein effet de ces actions sera visible à compter du second semestre 2015, une fois les travaux antérieurement engagés menés à terme (dont une part significative en exploration est opérée par des tiers).

Le montant total des investissements du Groupe au premier semestre 2015 s'élève à 137 M€. Le détail par pays et par activité est présenté dans le tableau suivant :

en milliers €	Gabon	Tanzanie	Mozambique	Autres	TOTAL
Développement	75,8	15,9			91,7
Exploration	14,6	5,0	22,3	2,2	44,1
Activité de forage	0,8			0,5	1,2
Investissements	91,3	20,9	22,3	2,6	137,1

5.2.6 Flux de trésorerie

Au 30 juin 2015, Maurel & Prom affiche une trésorerie de 102 M€. Les flux de trésorerie sur la période (-128 M€) correspondent :

- aux investissements effectués sur la période pour -137 M€ ;
- aux avances consenties à Saint-Aubin Energie et M&P Colombia pour -11 M€ ;
- aux flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle pour -21 M€ ;
- à l'encaissement de l'emprunt ORNANE pour un montant de 115 M€ ;
- du remboursement de l'emprunt OCEANE 2015 à hauteur de -64 M€ ;
- divers : -10 M€.

5.2.7 Perspectives

La Société a décidé de concentrer son programme d'investissements sur les actifs de production au Gabon. Le programme porte sur l'augmentation des capacités de :

1. génération électrique
2. traitement huile/eau
3. injection d'eau de 25 000 à 70 000 b/j d'eau

Les étapes 1. et 2. sont aujourd'hui terminées. Les travaux liés à l'étape 3. devraient s'achever au cours du troisième trimestre. L'ensemble de ce programme permettra au Groupe d'atteindre une capacité de production d'huile de l'ordre de 30 000 b/j au Gabon (100 %) d'ici la fin de l'exercice en cours.

Au cours de l'année 2016, la capacité d'injection d'eau sera portée à plus de 100 000 b/j d'eau, ce qui donnera au Groupe les moyens techniques de porter la capacité de production des actifs gabonais à 35 000 b/j (100 %). La connexion des récentes découvertes aux installations de traitement d'huile planifiées pour la fin de l'année 2015 conforte le Groupe dans l'atteinte de ces objectifs.

En Tanzanie, les premières expéditions de gaz ont eu lieu le 20 août 2015 à la suite de la mise en place définitive des accords commerciaux.

Par ailleurs, la Société poursuit son programme de réduction des coûts dont le plein effet va s'exprimer au cours du second semestre 2015.

Hors éléments macroéconomiques (taux de change et prix du pétrole), les résultats du Groupe au second semestre 2015 devraient s'améliorer du fait notamment :

- du plein effet du programme de réduction de coûts (investissements et dépenses) sur l'ensemble de la période ;
- de l'augmentation de la production des champs gabonais ;
- de la mise en production du champ de Mnazi Bay en Tanzanie (gaz) ;
- de l'absence de risque d'exploration ; et
- de la réduction des coûts de financement.

6 RESERVES ET RESSOURCES PETROLIERES

Les réserves du Groupe correspondent aux volumes d'hydrocarbures récupérables des champs déjà en production et de ceux mis en évidence par les puits de découverte et de délimitation qui peuvent être exploités commercialement. Les réserves en huile P1 (prouvées), P2 (probables) et P3 (possibles) nettes de redevance ont été évaluées par DeGolyer & MacNaughton au 1^{er} janvier 2015. Les réserves de gaz ont quant à elles été évaluées par RPS Energy au 31 décembre 2014.

Selon les standards historiques du Groupe, les réserves nettes de redevance sont présentées en quote-part Maurel & Prom, avant fiscalité spécifique à chaque type de contrat (partage de production, concession...).

Les réserves P1+P2 du Groupe s'élèvent à 207,1 millions de barils équivalent pétrole (Mboe), répartis comme suit :

- 171,6 millions de barils d'huile (Mbls) ; et
- 212,9 milliards de pieds cube de gaz (Gscf), soit 35,5 Mboe.

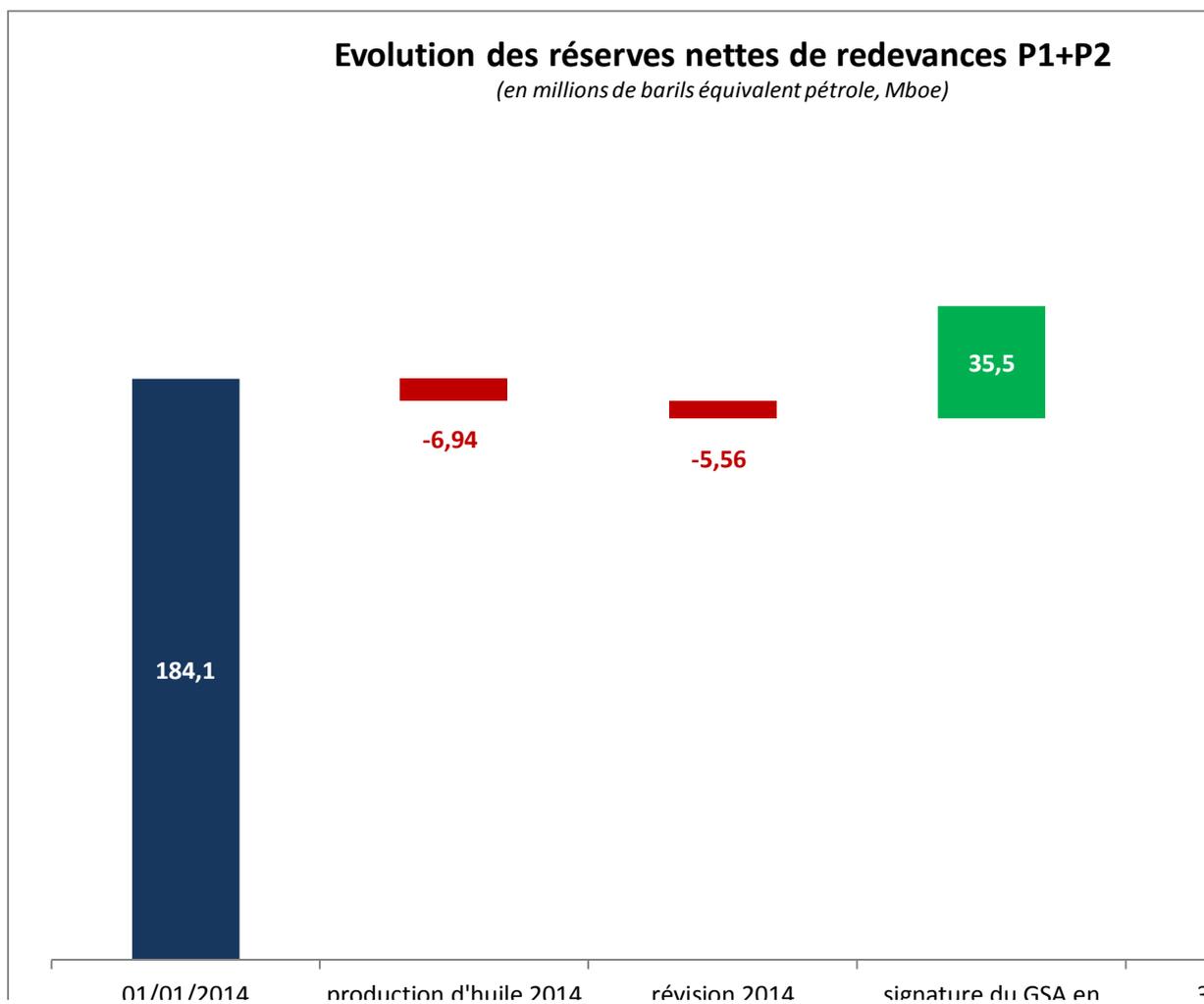
Au Gabon, le niveau des réserves en huile P1+P2 au 1^{er} janvier 2015 s'élève à 171,6 Mbls. Les réserves prouvées P1 en huile représentent 73 % des réserves certifiées P1+P2.

La production nette de redevance revenant au Groupe au titre de l'exercice 2014 a été de 6,94 Mbls. Les travaux menés par les certificateurs ont menés à une diminution de 8,7 Mbls des réserves P1 dont 3,2 Mbls ont été reclassés en réserves P2. Au 1^{er} janvier 2015 les réserves P1 sont ainsi de 126,1 Mbls, et les réserves P2 de 45,5 Mbls.

En Tanzanie, à la suite de la signature du contrat de vente de gaz en septembre 2014, le Groupe a mandaté RPS Energy afin de certifier les réserves liées à la licence de production de Mnazi Bay, dont Maurel & Prom est l'opérateur avec 48,06 % des intérêts.

Les réserves de gaz sont présentées en part du Groupe, les redevances dues au titre du Contrat de Partage de Production étant payées par la société TPDC (*Tanzanian Petroleum Development Corporation*) selon les accords en place.

Au 31/12/2014, le niveau des réserves de gaz P1+P2 de la Tanzanie était de 212,9 Gscf, soit 35,5 Mboe. Les réserves prouvées P1 en gaz représentent 63 % des réserves certifiées P1+P2.



Les récentes découvertes effectuées sur le CEPP Ezanga (EZNI-1D et EZMAB-1D) au Gabon ne sont pas prises en compte dans cette évaluation des réserves au 1^{er} janvier 2015.

7 CAPITAL ET VIE SOCIALE

7.1 Assemblée générale

L'assemblée générale mixte des actionnaires de Maurel & Prom réunie le jeudi 18 juin 2015 sous la présidence de Monsieur Jean-François HENIN a approuvé toutes les résolutions qui lui étaient proposées, et en particulier celles relevant des comptes sociaux et des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

7.2 Nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital

En application de l'Article L. 233-8 II du code de commerce et du règlement général de l'AMF, Maurel & Prom informe ses actionnaires du nombre total de droits de vote et d'actions composant son capital à la date du 30 juin 2015 :

Date	Nombre d'actions composant le capital	Nombre de droits de vote
30 juin 2015	121 562 094	Théoriques* : 133 119 103 Exerçables : 127 496 009

* : droits de votes théoriques = nombre total de droits de vote attachés au nombre total d'actions, incluant les actions auto-détenues et privées de droit de vote.

7.3 Maurel & Prom éligible au PEA-PME

Le Groupe Maurel & Prom a annoncé répondre à l'ensemble des critères d'éligibilité PEA-PME (décret n° 2014-283), à savoir moins de 5 000 salariés, d'une part, et chiffre d'affaires annuel inférieur à 1 500 millions d'euros ou total de bilan inférieur à 2 000 millions d'euros, d'autre part.

La mise en place du PEA-PME a pour objectif de favoriser l'investissement de l'épargne en actions et de créer un nouvel instrument pour le soutien au financement des PME et ETI.

Le Groupe Maurel & Prom a été sélectionné pour faire partie de l'indice CAC PME. Cet indice, constitué par Euronext, a été lancé le 27 février 2014 et regroupe 40 valeurs puisées dans la liste des PME - ETI éligibles au dispositif PEA-PME.

7.4 Risques et incertitudes

Les résultats du Groupe sont sensibles à différents risques de marché. Les plus significatifs sont le cours des hydrocarbures et le taux de change EUR/USD.

En matière de change, le Groupe pratique une gestion anticipatrice des flux en devises en adossant les recettes en dollars aux travaux et dépenses. Toutefois le Groupe, assurant le financement de ses filiales, a une position de change essentiellement en dollars, réévalués en euros, monnaie de présentation des comptes, amenant à des fluctuations liées à la volatilité du cours EUR/USD. Ces réévaluations peuvent conduire à des fluctuations significatives du résultat financier. Elles ne font pas l'objet de couverture spécifique.

Compte tenu de l'activité soutenue en exploration, des montants importants ont été engagés. En cas d'échec, le Groupe peut être amené à constater des charges d'exploration correspondantes.

Les risques liés à l'activité de Maurel & Prom sont décrits au chapitre 2 du document de référence 2014 du Groupe.

8 ETATS FINANCIERS RESUMES CONSOLIDES DU GROUPE

8.1 Etat de la situation financière

en milliers €	Notes	30/06/2015	31/12/2014
Immobilisations incorporelles (net)	4	368 094	328 232
Immobilisations corporelles (net)	5	1 460 848	1 292 484
Actifs financiers non courants (net)	6	24 901	931
Titres mis en équivalence	7	100 795	94 028
ACTIF NON COURANT		1 954 637	1 715 955
Stocks (net)	8	1 065	6 888
Clients et comptes rattachés (net)	9	57 078	43 377
Autres actifs financiers courants	10	72 969	60 197
Autres actifs courants	11	81 848	58 399
Actif d'impôt exigible	18	560	1 163
Trésorerie et équivalents de trésorerie (net)	12	108 419	229 938
ACTIF COURANT		321 939	399 962
TOTAL ACTIF		2 276 577	2 115 917

en milliers €	Notes	30/06/2015	31/12/2014
Capital social		93 603	93 603
Primes d'émission, de fusion et d'apport		0	165 011
Réserves consolidées		946 211	689 432
Actions propres		(69 784)	(70 507)
Résultat net part du Groupe		(44 451)	13 159
CAPITAUX PROPRES GROUPE		925 579	890 698
Participations ne donnant pas le contrôle		(2 735)	(3 181)
CAPITAUX PROPRES TOTAUX		922 843	887 516
Provisions non courantes	13	33 995	10 282
Emprunts obligataires non courants	14	334 661	233 989
Autres emprunts et dettes financières non courants	14	394 860	359 852
Instruments financiers passifs dérivés non courants	15	7 603	1 612
Impôts différés passifs	18	392 906	358 217
PASSIF NON COURANT		1 164 025	963 953
Emprunts obligataires courants	14	9 323	69 631
Autres emprunts et dettes financières courants	14	7 022	3 654
Fournisseurs et comptes rattachés		86 089	107 210
Passif d'impôt exigible	18	7 655	6 509
Autres créditeurs et passifs divers courants		68 072	65 719
Provisions courantes	13	11 546	11 725
PASSIF COURANT		189 708	264 448
TOTAL PASSIF		2 276 576	2 115 917

8.2 Etat consolidé du résultat global

Résultat net de la période

en milliers €	Notes	30/06/2015	30/06/2014
Chiffre d'affaires		157 808	295 501
Autres produits de l'activité		227	2 061
Achats et variations de stocks		(17 623)	(5 673)
Autres achats et charges d'exploitation		(37 309)	(52 382)
Impôts et taxes		(17 868)	(19 915)
Charges de personnel		(17 085)	(9 956)
Dotations aux amortissements		(43 264)	(38 540)
Dépréciations d'actifs d'exploration		(24 684)	(8 746)
Dépréciations d'actifs d'exploitation		(19 697)	(2 530)
Dotations aux provisions et dépréciations d'actifs courants		(9 069)	(2 558)
Reprises de provisions d'exploitation		522	312
Résultat cessions d'actifs		(25)	(108)
Autres charges		(4 768)	(1 316)
Résultat Opérationnel	16	(32 836)	156 152
<i>Coût de l'endettement financier brut</i>		(16 137)	(23 091)
<i>Produits de trésorerie</i>		328	401
<i>Gains et pertes nets sur instruments financiers</i>		7 929	(832)
Coût de l'endettement financier net		(7 881)	(23 522)
<i>Gains de change</i>		76 348	16 160
<i>Pertes de change</i>		(60 124)	(11 152)
Résultat de change		16 224	5 008
<i>Autres produits financiers</i>		954	687
<i>Autres charges financières</i>		(1 867)	(10 237)
Autres produits et charges financiers		(913)	(9 550)
Résultat Financier	17	7 430	(28 063)
Résultat avant impôt		(25 406)	128 089
Impôts sur les résultats	18	(17 229)	(62 074)
Résultat net des sociétés consolidées		(42 636)	66 015
Quote-part des sociétés mises en équivalence	7	(1 100)	(6 755)
Résultat net des activités conservées		(43 735)	59 260
Résultat des activités cédées		0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé		(43 735)	59 260
dont : - résultat net part Groupe		(44 451)	59 343
- participations ne donnant pas le contrôle		716	(84)
Nombre d'actions en milliers			
Nombre moyen d'action en circulation		115 939	115 900
Nombre moyen d'action dilué		121 562	123 069
Résultat par action			
de base		-0,38	0,51
dilué		-0,37	0,48

Résultat global de la période

en milliers €	Notes	30/06/2015	30/06/2014
Résultat net de la période		(43 735)	59 260
Ecart de change sur la conversion des comptes des entités étrangères		83 465	7 862
Profit (perte) sur la couverture d'investissements nets dans des entités étrangères		(1 957)	
Effet fiscal sur éléments recyclables en résultat			
Éléments recyclables en résultat		81 507	7 862
Total du résultat global pour la période		37 772	67 122
- part du groupe		37 326	67 229
- participations ne donnant pas le contrôle		446	(109)

8.3 Variation des capitaux propres

en milliers €	Capital	Actions propres	Primes	Autres réserves	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part groupe	Particip. ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
1^{er} janvier 2014	93 578	(70 860)	216 392	475 328	(11 367)	62 769	765 839	(2 506)	763 333
Résultat net de l'ensemble consolidé						59 343	59 343	(85)	59 258
Autres éléments du résultat global					7 886		7 886	(24)	7 862
Total du résultat global					7 886	59 343	67 229	(109)	67 120
Affectation du résultat - Dividendes				62 769		(62 769)	0		0
Augmentation/Diminution de capital	2		22				24		24
Actions gratuites				400			400		400
Mouvements sur actions propres		(565)		114			(451)		(451)
Total transactions avec les actionnaires	2	(565)	22	63 283	0	(62 769)	(27)	0	(27)
30 juin 2014	93 580	(71 425)	216 414	538 611	(3 481)	59 343	833 041	(2 615)	830 426
1^{er} janvier 2015	93 603	(70 507)	165 011	585 033	104 399	13 159	890 698	(3 181)	887 516
Résultat net de l'ensemble consolidé						(44 451)	(44 451)	716	(43 735)
Autres éléments du résultat global				(1 957)	83 735		81 777	(270)	81 507
Total du résultat global	0	0	0	(1 957)	83 735	(44 451)	37 326	446	37 772
Affectation du résultat - Dividendes				13 159		(13 159)	0		0
Affectation des primes en réserves			(127 540)	127 540			0		0
Reclassements			(37 470)	37 470			0		0
Solde des composantes capitaux propres des emprunts OCEANES				(2 285)			(2 285)		(2 285)
Actions gratuites		1 006		(1 747)			(741)		(741)
Mouvements sur actions propres		(283)		864			580		580
Total transactions avec les actionnaires	0	723	(165 011)	175 002	0	(13 159)	(2 445)		(2 445)
30 juin 2015	93 603	(69 784)	0	758 077	188 134	(44 451)	925 579	(2 735)	922 843

8.4 Tableau de flux de trésorerie

en milliers €	Notes	30/06/2015	30/06/2014
Résultat net		(43 735)	59 260
Charge d'impôt des activités poursuivies		17 229	62 074
Résultat consolidé des activités poursuivies		(26 506)	121 334
Dotations (reprises) nettes des amortissements et provisions		72 225	47 203
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(7 929)	829
Exploration passée en charges et mises au rebut		24 684	4 830
Autres charges et produits calculés		(547)	2 147
Plus et moins-values de cession		25	108
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		1 100	6 755
Autres éléments financiers		15 833	21 128
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT IMPÔT		78 885	204 334
Décaissement de l'impôt exigible		(11 504)	(22 721)
Variation du B.F.R lié à l'activité		(88 593)	20 257
- Stocks		0	1 570
- Clients		(10 365)	6 994
- Fournisseurs		(29 743)	(5 061)
- Autres dettes		(1 845)	65 463
- Autres créances		(46 639)	(48 709)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES OPÉRATIONS		(21 212)	201 870
Encaissement lié aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		2	44
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(137 080)	(154 637)
Acquisition de nouvelle société intégrée		0	(1)
Variation des prêts et avances consentis		(11 238)	(7 427)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX INVESTISSEMENTS		(148 317)	(162 021)
Sommes reçues lors d'augmentations de capital		0	25
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		98 450	258 354
Remboursements d'emprunts		(61 047)	(300 833)
Acquisition d'actions propres		(283)	(564)
Instruments financiers		13 919	(295)
Intérêts payés		(14 989)	(21 128)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AU FINANCEMENT		36 050	(64 441)
Incidence des variations des cours des devises		5 592	538
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		(127 886)	(24 054)
Trésorerie à l'ouverture		(229 474)	(198 053)
TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE	12	101 588	174 000

8.5 Annexes aux comptes consolidés

Note 1 : Généralités

Environnement économique

L'environnement économique a été marqué par une forte baisse du cours du Brent à partir de mi-2014. Celui-ci est passé de 113 \$ à fin juin 2014 à 58 \$ fin décembre 2014 et à 63 \$ fin juin 2015. Sur le premier semestre 2015, le cours moyen du Brent s'établit à 57,8 \$ contre 108,9 \$ sur le premier semestre 2014 soit une baisse de 47 %.

La chute du cours du baril a eu un impact direct sur le chiffre d'affaires et la rentabilité opérationnelle du Groupe. Le chiffre d'affaires qui ressort à 158 M€ à fin juin 2015 contre 295 M€ à fin juin 2014 affiche une baisse de 47 %.

Ce contexte de prix dégradé avait conduit dès fin 2014 Maurel & Prom à recentrer ses efforts d'exploration sur les projets les plus prometteurs, à se retirer de zones qui n'étaient plus prioritaires et à effectuer des tests d'*impairment* sur ses actifs en production. Les dépréciations d'actifs constatées en 2014 suite aux arbitrages effectués et des pertes de valeur constatées totalisaient 113 M€. Les investissements réalisés sur le premier semestre 2015 en vue de terminer les programmes de travaux votés sur ces actifs dépréciés, notamment sur le permis Rovuma au Mozambique, ont été constatés en charges pour un montant de 23 M€.

Par ailleurs, la non reconduction sur le premier semestre de contrats de forage à long terme entre Caroil et certains de ses clients historiques en raison du gel des investissements de ces derniers a amené le Groupe à réviser à la baisse la valeur des actifs de l'activité forage au 30 juin et à constater une dépréciation de 20 M€.

S'agissant de l'évolution des devises, le dollar s'est apprécié par rapport à l'euro. Le taux de change EUR/USD au 30 juin 2015 s'élevait à 1,12 contre 1,21 au 31 décembre 2014. Le taux de change moyen de la période s'établit à 1,12 alors qu'il était à 1,37 sur le premier semestre 2014.

Cette évolution de la parité EUR/USD s'est traduite dans les comptes du Groupe par l'enregistrement d'un gain de change de 16,2 M€ en résultat financier et une augmentation des réserves de conversion de 83,7 M€.

ORNANE 2021 / OCEANE 2015

Le Groupe a lancé au cours du mois de mai 2015 une émission d'Obligations à option de Remboursement en Numéraire et/ou en Actions Nouvelles et/ou Existantes (ORNANE) venant à échéance le 1^{er} juillet 2021 pour un montant de 115 M€ (après exercice de la clause d'extension).

Les caractéristiques de ces ORNANE sont les suivantes :

Maturité :	1 ^{er} juillet 2021
Valeur nominale unitaire :	11,02 €
Nombre d'obligations émises :	10 425 571
Prime d'émission :	37 %
Taux nominal :	2,75 %

L'objectif de l'émission était de permettre le refinancement de l'endettement de la Société et le rallongement de sa maturité. Parallèlement, Maurel & Prom a proposé un rachat anticipé de leurs titres aux détenteurs d'OCEANE 2015.

Au 30 juin 2015, Maurel & Prom avait racheté 4 749 542 OCEANE 2015 représentant environ 86 % du nombre d'OCEANE 2015 émises à l'origine, à un prix de 13,605 € par obligation pour un montant de 64,6 M€. Les titres restants en circulation ont été rachetés à l'échéance de l'emprunt le 31 juillet 2015. Le montant décaissé à cette date s'est élevé à 8,9 M€ incluant remboursement du capital et règlement des intérêts dus.

Production au Gabon

Le niveau de production sur le premier semestre 2015 a été fortement impacté par des travaux d'aménagement et des problèmes techniques affectant l'oléoduc d'évacuation sur le tronçon reliant Coucal au Cap Lopez, opéré par un tiers. Des arrêts temporaires de production ont également été nécessaires pour permettre le raccordement de nouvelles installations, afin d'augmenter les capacités d'installations de surface.

Point sur l'exploration

A la suite des résultats d'exploration au Mozambique, le Groupe a déprécié les dépenses du premier semestre liées à ce permis, soit 22 M€. A noter que les opérations d'exploration opérées par un tiers ont enregistré des dépassements de budget lui incombant. Cette insuffisance de résultat pétroliers et les dépassements de budgets de l'opérateur conduisent le Groupe à ne pas poursuivre les travaux de recherche au Mozambique dans ce contexte.

Au Pérou, sur le permis Lotte 116, le chiffrage des coûts de réhabilitation de la zone de forage du puits Fortuna qui s'était achevé sans résultat pétrolier en 2014 est en cours. Ces travaux qui devraient être réalisés au cours du premier trimestre 2016 ont été provisionnés pour un montant de 6 M€.

Au Myanmar, le forage du puits SP-1X, opéré par Petrovietnam, a débuté le 27 décembre 2014 et s'est terminé en mars 2015. Ce forage a mis en évidence des volumes significatifs de gaz en place. Le puits n'a pas été testé et a été bouché compte tenu des hautes pressions rencontrées lors du forage étant considéré que l'appréciation du réservoir pourrait être plus facilement menée dans le futur à partir d'un autre forage sur la zone.

Note 2 : Méthodes comptables

Déclaration de conformité

Les états financiers résumés consolidés du Groupe (y compris les annexes) ont été préparés conformément à la norme comptable internationale « Information Financière Intermédiaire » (« IAS 34 »). Conformément à IAS 34, les annexes ne traitent que des faits importants survenus pendant le premier semestre 2015, et ne présentent pas l'ensemble des informations requises pour des états financiers annuels complets. Elles doivent par conséquent être lues conjointement avec les états financiers consolidés annuels se rapportant à l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Principales méthodes comptables

Les principes comptables appliqués pour les comptes intermédiaires ne diffèrent pas significativement de ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014, établis en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm. L'application du référentiel IFRS tel que publié par l'IASB n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers présentés.

Il a été tenu compte des nouveaux textes ou amendements adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2015 :

- IFRIC21 (Taxes) ;
- Amendements à IFRS 1 (signification des IFRS applicables par un premier adoptant) ;
- Amendements à IFRS 3 (non application d'IFRS 3 dans les états financiers du partenariat lors de sa formation) ;
- Amendements à IFRS 13 (Exemption des portefeuilles d'instruments financiers) ;
- Amendements à IAS40 (Précision sur les immeubles de placement vs bien immobilier occupé).

Le Groupe a considéré ces changements de texte et a conclu qu'ils n'avaient pas d'incidence significative sur les comptes consolidés au 30 juin 2015 ni sur les informations précédemment présentées dans ses états financiers consolidés intermédiaires.

Aucune nouvelle norme, amendement ou interprétation publié par l'IASB mais d'application non obligatoire au 1^{er} janvier 2015 n'a été appliqué par anticipation par le Groupe et notamment :

- La norme IFRS 9 « Instruments financiers » : selon l'IASB, cette norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Cette norme n'a pas encore été approuvée par l'UE ;
- La norme IFRS 15 « Produits provenant des contrats avec les clients » : l'IASB a proposé de décaler au 1^{er} janvier 2018 l'entrée en vigueur de la norme IFRS 15, pour l'instant fixée au 1^{er} janvier 2017. Cette norme n'a pas encore été approuvée par l'UE.

Les normes IFRS ont été appliquées par le Groupe de manière homogène pour toutes les périodes présentées.

Estimations

L'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS implique que le Groupe effectue des choix comptables, procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêt, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

Les résultats réalisés peuvent différer significativement de ces estimations lorsque des circonstances ou hypothèses différentes s'appliquent.

Par ailleurs, lorsqu'une transaction spécifique n'est traitée par aucune norme ou interprétation, la Direction du Groupe applique son jugement à la définition et à l'application de méthodes comptables qui permettent de fournir une information pertinente et fiable. Les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière, de la performance et des flux de trésorerie du Groupe. Ils reflètent la substance des transactions, sont préparés de manière prudente et sont complets sous tous leurs aspects significatifs.

Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur :

- les tests de dépréciation des actifs pétroliers ;
- les provisions pour remise en état des sites ;
- la comptabilisation des portages pétroliers ;
- l'évaluation des titres mis en équivalence ;
- le traitement comptable des instruments dérivés souscrits par le Groupe ;
- la reconnaissance des impôts différés actifs ;
- l'évaluation des investissements nécessaires au développement des réserves prouvées non développées, inclus dans le calcul de la déplétion des actifs.

Lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires, les jugements retenus par la Direction pour les principales estimations et l'application des normes comptables du Groupe ont été les mêmes que ceux appliqués pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

S'agissant des titres mis en équivalence et notamment ceux de Maurel & Prom Colombie, le Groupe a apprécié la situation de ses actifs et l'existence ou non de faits et circonstances indiquant qu'ils auraient pu perdre de la valeur conformément aux dispositions d'IFRS6 (pour les actifs d'exploration sous-jacents) et IAS39 (pour les titres). Sur cette base, le Groupe considère qu'il n'y a pas lieu d'effectuer de test de dépréciation. Pour aboutir à cette conclusion, un ensemble de faisceau d'indices a été pris en compte, tels que la poursuite de travaux d'exploration menés par des experts, l'intérêt stratégique des permis pour le Groupe autant que celui porté par les acteurs du secteur.

S'agissant des activités de forage, la dépréciation a pour objectif de ramener ces actifs à leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation des actifs.

Gestion du risque financier

La gestion du risque financier par le Groupe (risque de marché, risque de crédit et risque de liquidités), les objectifs et les règles de la Direction du Groupe sont identiques à ceux présentés pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2014.

Les résultats du Groupe sont sensibles à différents risques de marché. Les plus significatifs étant le cours des hydrocarbures exprimé en USD, et le taux de change EUR/USD. Le taux de clôture EUR/USD utilisé pour réévalué les positions de clôture au 30 juin 2015 est de 1,12 contre 1,21 au 31 décembre 2014.

Saisonnalité

L'activité du Groupe subit les conséquences de la saisonnalité et les résultats annuels dépendent dans une large mesure des performances réalisées pendant le second semestre. Ainsi, le secteur de l'amont pétrolier est impacté négativement par la demande internationale et le cours du baril. Par conséquent, le résultat d'exploitation du premier semestre 2015 n'est pas nécessairement indicatif des résultats à attendre pour l'exercice annuel 2015 dans son intégralité.

Note 3 : Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2015 est inchangé par rapport au 31 décembre 2014. Pour rappel, les sociétés consolidées sont les suivantes :

Société	Siège	Méthode de consolidation (*)	% de contrôle	
			30/06/2015	31/12/2014
Etablissements Maurel & Prom S.A.	Paris	Mère	Société consolidante	
Activités pétrolières et gazières				
Caroil S.A.S	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Congo S.A.	Pointe Noire, Congo	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Drilling Services	Amsterdam, Pays Bas	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Exploration et Production BRM S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Exploration Production Tanzania Ltd	Dar es Salaam, Tanzanie	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Gabon S.A.	Port-Gentil, Gabon	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Mnazi Bay Holdings S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Namibia S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Peru Holdings S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Peru SAC	Lima, Pérou	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Tanzanie Ltd	Dar es Salaam, Tanzanie	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Volney 2 S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom West Africa SAS	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Panther Eureka Srl	Raguse, Sicile	IG	100,00%	100,00%
Cyprus Mnazi Bay Limited	Nicosie, Chypre	IG	60,08%	60,08%
Maurel & Prom Colombia BV	Rotterdam, Pays Bas	MEE	50,01%	50,01%
Maurel & Prom East Asia S.A.S.	Paris, France	MEE	33,33%	33,33%
MP Energy West Canada Corp.	Calgary, Canada	MEE	33,33%	33,33%
MP Québec S.A.S.	Paris, France	MEE	33,33%	33,33%
MP West Canada S.A.S.	Paris, France	MEE	33,33%	33,33%
Saint-Aubin Energie Québec Inc	Montréal, Canada	MEE	33,33%	33,33%
Saint-Aubin Energie SAS	Paris, France	MEE	33,33%	33,33%
Saint-Aubin Exploration & Production Québec Inc	Montréal, Canada	MEE	33,33%	33,33%
Activités diverses				
Maurel & Prom Assistance Technique S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Assistance Technique International S.A.	Genève, Suisse	IG	99,99%	99,99%

(*) IG : intégration globale / MEE : mise en équivalence

Note 4 : Immobilisations incorporelles

en milliers €	Goodwill	Droits de recherche et d'exploitation pétrolière	Dépenses d'exploration	Autres	Total
Valeur brute au 31/12/2014	6 403	190 591	200 772	3 789	401 555
Dépréciations au 31/12/2014	(2 138)	(37 955)	(30 209)	(3 021)	(73 323)
Valeur nette comptable au 31/12/2014	4 265	152 636	170 563	768	328 232
Acquisitions	0	0	42 963	363	43 325
Amortissements et dépréciations	0	(4 692)	(2 017)	(242)	(6 952)
Exploration nette passée en charges	0	0	(24 684)	0	(24 684)
Ecarts de conversion (brut)	0	15 386	14 966	152	30 505
Ecarts de conversion (amortissements)	0	(2 585)	(1 568)	(102)	(4 254)
Transfert	0	1 932	0	(11)	1 922
Valeur brute au 30/06/2015	6 403	207 910	235 416	4 293	454 022
Dépréciations au 30/06/2015	(2 138)	(45 232)	(35 193)	(3 365)	(85 928)
Valeur nette comptable au 30/06/2015	4 265	162 678	200 223	928	368 094

Les dépenses d'exploration de la période proviennent principalement du solde des investissements sur le champ Rovuma au Mozambique et sur les champs Mabounda et Niambi sur le permis Ezanga au Gabon.

L'intégralité des dépenses d'exploration du champ Rovuma a été passée en charges.

Répartition géographique des immobilisations incorporelles :

en milliers €	Permis et Réserves	Etudes & Forage	Autres	Total
Ezanga (Gabon)	142 796	90 151	795	233 742
Nyanga Mayombe (Gabon)	1 560	13 678	0	15 238
Kari (Gabon)	394	25 992	0	26 387
Bigwa Rufiji Mafia -BRM (Tanzanie)	20	37 091	(14)	37 096
Mnazi Bay (Tanzanie)	17 809	29 606	0	47 416
Licenses 44 & 45 (Namibie)	0	3 408	0	3 408
Fiume Tellaro (Sicile)	0	7	4 265	4 271
Autres	96	290	148	534
Valeur nette comptable au 30/06/2015	162 678	200 223	5 193	368 094

Note 5 : Immobilisations corporelles

en milliers €	Terrains et construct.	Installations techniques	Acomptes et immob. en cours	Autres	Total
Valeur brute au 31/12/2014	4 073	1 650 061	11 044	58 993	1 724 171
Dépréciations au 31/12/2014	(456)	(424 153)	0	(7 078)	(431 687)
Valeur nette comptable au 31/12/2014	3 617	1 225 908	11 044	51 915	1 292 484
Investissements de développement / prod.	530	88 287	850	4 578	94 246
Amortissements et dépréciations	(155)	(50 296)	0	(361)	(50 812)
Cessions nettes	0	0	(27)	0	(27)
Ecart de conversion (brut)	354	143 010	59	4 856	148 279
Ecart de conversion (amortissements)	(39)	(36 036)	0	(483)	(36 557)
Transfert	264	10 068	(11 434)	(25)	(1 127)
Actif de remise en état des sites	0	14 362	0	0	14 362
Valeur brute au 30/06/2015	5 222	1 905 788	492	68 402	1 979 904
Dépréciations au 30/06/2015	(650)	(510 484)	0	(7 922)	(519 057)
Valeur nette comptable au 30/06/2015	4 572	1 395 303	492	60 480	1 460 848

Les investissements corporels de la période concernent pour l'essentiel les investissements de production réalisés sur le permis d'Ezanga et dans une moindre mesure sur le permis de Mnazi Bay.

Répartition géographique des immobilisations corporelles :

en milliers €	Installations pétrolières	Autres Installations techniques	Autres	Total
Ezanga (Gabon)	1 302 109	328	86 324	1 388 761
Forage	0	34 905	640	35 545
Mnazi Bay (Tanzanie)	33 767	0	246	34 012
Autres	1 743	357	429	2 529
Valeur nette comptable au 30/06/2015	1 337 619	35 590	87 639	1 460 848

En application d'IAS 36, un test d'*impairment* a été effectué afin de déterminer la valeur d'utilité de l'activité de forage en calculant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs qu'elle devrait générer. A cette fin, un plan d'affaires sur cinq ans a été réalisé conduisant à enregistrer en résultat une perte de 20 M€.

Les hypothèses de calcul intègrent les résultats réalisés du 1^{er} semestre 2015 de la Société. Ainsi, elles reposent notamment sur (i) un taux d'occupation des appareils de 39 % en 2015 (contre 82 % en 2014) remontant à 75 % à compter de l'exercice 2016, (ii) un taux de facturation moyen conforme aux prix de marché actuels, et (iii) un taux d'actualisation de 8,5 %.

Les analyses de sensibilité effectuées aboutissent aux résultats suivants :

- une augmentation de 100 points de base du taux d'actualisation aurait un impact négatif sur la valeur de 1,1 M€ ;
- une baisse du taux d'utilisation des appareils de 500 points de base aurait un impact négatif sur la valeur de 2,3 M€.

Note 6 : Actifs financiers non courants

en milliers €	Particip. non consolidées	Prêts et créances	Total
Valeur brute au 31/12/2014	364	715	1 079
Dépréciations au 31/12/2014	(148)	0	(148)
Valeur nette comptable au 31/12/2014	216	715	931
Variations des créances brutes	0	6 301	6 301
Ecart de conversion (brut)	0	(745)	(745)
Reclassement et transferts (brut)	0	22 853	22 853
Reclassement (dépréciations)	0	(4 729)	(4 729)
Variations des dépréciations	0	289	289
Valeur brute au 30/06/2015	364	29 125	29 489
Dépréciations au 30/06/2015	(148)	(4 440)	(4 588)
Valeur nette comptable au 30/06/2015	216	24 685	24 901

L'augmentation du poste « Prêt et créances » est essentiellement liée à la variation des comptes courants de la société mise en équivalence Saint-Aubin Energie SAS reclassé en non courant sur la période.

La dépréciation correspond essentiellement à la quote-part de situation nette négative des sociétés mises en équivalence.

Note 7 : Titres mis en équivalence

en milliers €	Valeur des titres au bilan	Dont quote-part de résultat dans l'exercice
Maurel & Prom Colombia BV	94 465	(1 521)
MP East Asia	12	1 426
Saint-Aubin Energie	6 304	136
MP West Canada	12	376
MP Energy West Canada Corp.	0	(1 267)
Saint-Aubin Exploration et Production Québec Inc	1	(249)
Total au 30/06/2015	100 795	(1 100)

en milliers €	Maurel & Prom Colombia BV	MP East Asia	Saint-Aubin Energie	MP West Canada	MP Energy West Canada Corp.	Saint-Aubin Exploration et Production Québec Inc	Total
Localisation	Colombie	Myanmar	France	Canada	Canada	Canada	
Activité	Exploration	Exploration	Exploration	Exploration	Exploration	Exploration	
% détention	50%	33%	33%	33%	33%	33%	
Total actif non courant	183 455	45 435	151	16 591	13 611	5 893	
Autres actifs courants	31 605	705	94 243	9 000	(686)	485	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 170	75	1 212	76	731	197	
Total Actif	224 231	46 216	95 606	25 666	13 656	6 575	
Total passif courant	37 156	48 756	76 693	28 254	16 852	7 692	
Total Passif (hors capitaux propres)	37 156	48 756	76 693	28 254	16 852	7 692	
Rapprochement avec les valeurs au bilan							
Actif net reporté	187 075	(2 540)	18 913	(2 587)	(3 197)	(1 117)	
Remise à valeur historique	1 856	27	0	(11)	(628)	(254)	
Actif net	188 931	(2 513)	18 913	(2 598)	(3 825)	(1 371)	
Quote-part détenue	94 465	(838)	6 304	(866)	(1 275)	(457)	
Ajustements (*)	0	850	0	878	1 275	458	
Valeur au bilan au 30/06/2015	94 465	13	6 304	12	(0)	1	100 795
Produits opérationnels	0	2 678	0	0	696	91	
Résultat financier	(1 626)	1 603	832	662	(116)	(98)	
Résultat net des activités poursuivies	(3 041)	4 278	407	1 127	(3 802)	(748)	
Quote-part détenue	(1 521)	1 426	136	376	(1 267)	(249)	
Rapporté au résultat au 30/06/2015	(1 521)	1 426	136	376	(1 267)	(249)	(1 100)

(*) les ajustements correspondent à la prise en compte des situations nettes négatives au travers d'une dépréciation des comptes courants avec ces entités.

Note 8 : Stocks

en milliers €	Produits chimiques	Pièces de maintenance	Autres stocks	Total
Valeur brute au 31/12/2014	981	5 276	1 123	7 381
Dépréciations au 31/12/2014	0	(472)	(21)	(493)
Valeur nette comptable au 31/12/2014	981	4 803	1 103	6 888
Variation des provisions	0	(4 648)	(1 779)	(6 426)
Ecart de conversion	84	423	97	604
Reclassement	0	-579	579	0
Valeur brute au 30/06/2015	1 065	6 594	2 085	9 744
Dépréciations au 30/06/2015	0	(6 594)	(2 085)	(8 679)
Valeur nette comptable au 30/06/2015	1 065	(0)	0	1 065

Les dépréciations de stocks de la période proviennent essentiellement de l'*impairment* comptabilisé sur l'activité de forage.

Note 9 : Créances clients

en milliers €	Créances - activité pétrolière et gazière	Créances - activité forage	Autres	Total Créances Clients
Valeur brute au 31/12/2014	30 015	9 938	3 768	43 721
Dépréciations au 31/12/2014	(113)	(231)	0	(344)
Valeur nette comptable au 31/12/2014	29 902	9 707	3 768	43 377
Variations des créances brutes	16 955	(6 033)	(556)	10 365
Ecart de conversion (brut)	2 504	862	0	3 366
Ecart de conversion (amortissements)	(10)	(20)	0	(29)
Valeur brute au 30/06/2015	49 474	4 767	3 211	57 452
Dépréciations au 30/06/2015	(122)	(251)	0	(373)
Valeur nette comptable au 30/06/2015	49 351	4 516	3 211	57 078

L'encours clients relatif aux ventes d'hydrocarbures correspond essentiellement aux créances sur les sociétés Socap (Groupe Total) et Sogara auxquelles sont vendues la production réalisée sur les champs du permis d'Ezanga et aux créances détenues sur la vente des hydrocarbures du permis Mnazi Bay.

Note 10 : Autres actifs financiers courants

en milliers €	Créances sur particip.	Prêts et autres	Débiteurs divers	Autres actifs financiers courants
Valeur brute au 31/12/2014	44 773	3 677	69 320	117 770
Dépréciations au 31/12/2014	(16 850)	(235)	(40 488)	(57 573)
Valeur nette comptable au 31/12/2014	27 923	3 441	28 833	60 197
Variations des créances brutes	3 762	2 429	31 510	37 701
Variation des provisions	(86)	0	(5 186)	(5 272)
Ecart de conversion (brut)	(3 268)	40	2 287	(940)
Ecart de conversion (amortissements)	0	(20)	(424)	(444)
Reclassement et transferts (brut)	(22 853)	12	(160)	(23 002)
Reclassement (dépréciations)	4 729	0	0	4 729
Valeur brute au 30/06/2015	22 414	6 158	102 957	131 529
Dépréciations au 30/06/2015	(12 207)	(255)	(46 098)	(58 560)
Valeur nette comptable au 30/06/2015	10 207	5 903	56 859	72 969

La variation du poste « Créances sur participations » est essentiellement liée à la variation des comptes courant hors groupe des partenaires sur le permis de la Noubi.

La variation du poste « Débiteurs divers » est essentiellement liée à la variation des créances sur le partenaire du permis Ezanga.

Note 11 : Autres actifs courants

en milliers €	Avances et acomptes	Charges constatées d'avance	Créances fiscales et sociales (hors IS)	Autres actifs courants
Valeur brute au 31/12/2014	5 334	1 229	56 823	63 386
Dépréciations au 31/12/2014	0	0	(4 987)	(4 987)
Valeur nette comptable au 31/12/2014	5 334	1 229	51 836	58 399
Variations des créances brutes	982	1 831	10 430	13 242
Variation des provisions	0	0	4 987	4 987
Ecart de conversion (brut)	430	65	4 725	5 220
Valeur brute au 30/06/2015	6 745	3 125	71 978	81 848
Dépréciations au 30/06/2015	0	0	0	0
Valeur nette comptable au 30/06/2015	6 745	3 125	71 978	81 848

La variation du poste « Créances fiscales et sociales hors IS » est essentiellement liée à l'augmentation de la créance de TVA sur l'état Gabonais.

Note 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

en milliers €	30/06/2015	31/12/2014
Liquidités, Banques et caisses	20 449	124 344
Dépôts bancaires à court terme	87 970	105 594
Total actif	108 419	229 938
Concours bancaires	(6 831)	(464)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets	101 588	229 474

Note 13 : Provisions

en milliers €	Remise en état des sites	Avantages du personnel	Autres	Total
<i>Non-Courant au 31/12/2014</i>	9 720	562	0	10 282
<i>Courant au 31/12/2014</i>	2 049	453	9 223	11 725
Valeur au 31/12/2014	11 768	1 015	9 223	22 007
Ecart de conversion	867	0	555	1 422
Dotation de la période	619	17	7 540	8 176
Reprises utilisées	(5)	0	(421)	(426)
Provision de remise en état des sites	14 362	0	0	14 362
Valeur au 30/06/2015	27 612	1 032	16 897	45 541
<i>Non-Courant au 30/06/2015</i>	27 612	579	5 803	33 995
<i>Courant au 30/06/2015</i>	0	453	11 093	11 546

La dotation de la période en autres provisions correspond en grande partie à l'estimation de notre quote-part d'engagement de réhabilitation sur le permis Lotte 116 au Pérou.

La provision de remise en état des sites sur le permis d'Ezanga a été ajustée sur la base d'un rapport d'expert, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un actif et d'une provision complémentaire de remise en état des sites de 14 M€.

Note 14 : Emprunts

en milliers €	Emprunts Obligataires	Dettes financières	Concours Bancaires	Total
<i>Courant au 31/12/2014</i>	69 631	3 190	464	73 285
<i>Non-Courant au 31/12/2014</i>	233 989	359 852	0	593 842
Total au 31/12/2014	303 621	363 042	464	667 127
Ecart de conversion	0	31 803	23	31 826
Nouveaux emprunts	98 409	212	6 344	104 965
Remboursements d'emprunts	(60 319)	(728)	-0	(61 047)
Solde des composantes capitaux propres des emprunts obligataires antérieurs	2 322	-0	-0	2 322
Variation des intérêts courus	(48)	721	0	673
Total au 30/06/2015	343 984	395 051	6 831	745 866
<i>Courant au 30/06/2015</i>	9 323	191	6 831	16 345
<i>Non-Courant au 30/06/2015</i>	334 661	394 860	0	729 521

en milliers €	30/06/2015		Total Bilan	31/12/2014
	Courant	Non courant		Total Bilan
Emprunts obligataires	9 323	334 661	343 984	303 621
<i>ORNANE 2021</i>	399	98 695	99 094	0
<i>ORNANE 2019</i>	0	235 966	235 966	236 273
<i>OCEANE 2015</i>	8 924	0	8 924	67 348
Autres emprunts et dettes	191	392 309	392 500	360 031
<i>Revolving Credit Facility</i>	0	351 307	351 307	322 525
<i>Emprunt Crédit Suisse</i>	191	41 002	41 193	37 506
Dettes sur location financement		2 551	2 551	3 011
Concours bancaires	6 831		6 831	464
Total des autres emprunts et dettes financières	16 345	729 521	745 866	667 127

Emprunts obligataires

Le Groupe a émis le 6 juin 2014 un emprunt obligataire sous la forme d'ORNANE, concernant 14 658 169 ORNANE à échéance 1^{er} juillet 2019 pour une valeur d'exercice unitaire de 17,26 €, portant coupon à 1,625 % payable tous les six mois.

Le Groupe a émis le 12 mai 2015 un emprunt obligataire sous la forme d'ORNANE, concernant 10 425 571 ORNANE à échéance 1^{er} juillet 2021 pour une valeur d'exercice unitaire de 11,02 €, portant coupon à 2,75 % payable tous les six mois.

Ces obligations permettent en cas d'exercice par les porteurs du droit à attribution d'actions et à la discrétion de l'émetteur :

soit,

- un versement en numéraire pour un montant inférieur au nominal si le cours de référence de l'action sous-jacente est inférieur à ce nominal ;
- un versement en numéraire correspondant au nombre d'actions à livrer fois le cours de référence de l'action sous-jacente ;
- à la discrétion de l'émetteur, le règlement d'un montant en numéraire (compris en 0 % et 100 % de la valeur de conversion de l'ORNANE accompagné d'un règlement en actions nouvelles et/ou existantes pour la fraction excédant le montant versé en numéraire.

soit,

- un règlement total en actions : le nombre d'actions à livrer étant alors équivalent à celui qui serait à livrer pour une OCEANE classique présentant des caractéristiques identiques.

Conformément à IAS32 et IAS39, les ORNANE correspondent à des instruments hybrides présentant deux composantes comptabilisées séparément :

- une option de conversion en action comptabilisée en tant que dérivé passif au bilan (cf Note 15 : Instruments financiers dérivés) ;
- un instrument de dette comptabilisé initialement au bilan à hauteur de la juste valeur des ORNANE moins les coûts de transaction associés et après déduction de la juste valeur de l'option.

L'instrument de dette est par la suite comptabilisé au coût amorti sur la base d'un taux d'intérêt effectif.

Le Groupe a procédé le 18 mai 2015 au rachat anticipé d'une majeure partie l'emprunt obligataire sous la forme d'OCEANE, concernant 4 749 542 OCEANES à échéance 31 juillet 2015 pour une valeur d'exercice unitaire de 13,605 €, incluant des intérêts courus de 0,72 €. Il reste à rembourser au 30 juin 2015, 655 721 OCEANES à échéance 31 juillet 2015, au nominal de 12,70€ et portant coupon à 7,125 %.

Autres emprunts

Ligne de crédit revolving (revolving credit facility)

Les Etablissements Maurel & Prom ont signé le 18 décembre 2014 auprès d'un consortium de quatre banques internationales (Natixis, BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate & Investment Bank, Standard Bank Plc, Standard Chartered Bank) une nouvelle ligne de crédit de 650 M\$ (*Revolving Credit Facility*), répartis entre une tranche initiale de 400 M\$ et un accordéon de 250 M\$, tirable en deux fois selon certaines conditions.

Les termes de cette nouvelle facilité sont les suivants :

Montant initial : 400 M\$
 Tranche supplémentaire : 250 M\$
 Maturité : 31 décembre 2020, soit 6 ans
 Premier amortissement : 31 décembre 2016
 Taux d'emprunt : LIBOR + 3,40 % jusqu'au 31/12/2018 et + 3,65 % ensuite.

Emprunt Crédit Suisse

Dans le cadre de l'achat à Tuscany de la société Caroil en 2013, Maurel & Prom a pris en charge 50 M\$ de la dette de Tuscany, à la suite d'un accord de crédit avec le Crédit Suisse. Cet emprunt, contracté le 23 décembre 2013, est remboursable in fine le 23 décembre 2018 et porte intérêt à hauteur de LIBOR +2 %.

Note 15 : Instruments financiers dérivés

<i>en milliers €</i>	30/06/2015	31/12/2014
Instruments financiers (actifs)	0	0
<i>Instruments de taux</i>	0	0
<i>Instruments de change</i>	0	0
<i>Instruments sur hydrocarbures</i>	0	0
Instruments financiers (passifs)	7 603	1 612
<i>Instruments de change</i>	0	0
<i>Instruments de taux</i>	7 603	1 612
<i>Instruments sur hydrocarbures</i>	0	0
Total Instruments financiers Non Courants	(7 603)	(1 612)

Les instruments dérivés de taux comptabilisés en tant que dérivé passif au bilan sont rattachés aux ORNANE émis le 6 juin 2014 et le 12 mai 2015 et correspondent aux options de conversion en action.

Le Groupe a enregistré en instrument dérivé de taux l'option attachée à son émission d'ORNANE du 12 mai 2015 pour un montant de 13 984 K€.

La valorisation de cette option hiérarchisée en niveau 2 a été déterminée conformément à IAS32 et 39 sur la base d'un modèle binomial en retenant des hypothèses observables de volatilité, de spread et de maturité.

La variation de juste valeur de cette option entre la date d'émission et le 30 juin 2015 a été comptabilisée en compte de résultat générant un produit de 8 140 K€, pour une valeur de l'option de 5 844 K€ dans les comptes au 30 juin 2015.

Note 16 : Résultat opérationnel

en milliers €	30/06/2015	30/06/2014
Chiffre d'affaires	157 808	295 501
Marge brute	103 103	239 508
Excédent brut d'exploitation	68 150	209 638
Amortissements et dépréciation	(43 264)	(38 540)
Dépréciation des actifs d'exploration et d'exploitation	(44 381)	(11 276)
Résultat de cession d'actifs	(25)	(108)
Autres éléments opérationnels	(13 316)	(3 561)
Résultat opérationnel	(32 836)	156 152

Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour le premier semestre 2015 s'élève à 157 808 K€. La variation par rapport à celui de 2014 est principalement due aux éléments suivants :

- un effet quantité sur les ventes du permis Ezanga au Gabon : les volumes vendus au Gabon sont en diminution avec des droits à enlèvements de 16 291 b/j au premier semestre 2015 contre 18 813 b/j sur le premier semestre 2014 ;
- un effet prix négatif sur ces mêmes ventes ;
- un effet taux de change positif.

Excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation correspond à la marge brute nette d'impôts et taxes (hors IS) et de charges de personnel.

en milliers €	30/06/2015		30/06/2014	
	CA	EBE	CA	EBE
Gabon	141 327	71 916	271 282	209 877
Tanzanie	864	(364)	610	(491)
Production d'Hydrocarbures	142 191	71 552	271 892	209 386
Forage	15 701	983	23 609	5 646
Structure		(4 385)		(5 395)
TOTAL	157 892	68 150	295 501	209 638

Charges de personnel

En 2014, les charges de personnel du siège, refacturées aux filiales d'exploitation, étaient présentées dans les « achats et autres charges d'exploitation » pour 8,8 M€. En 2015, elles sont intégralement en charges de personnel.

Dépréciations

en milliers €	30/06/2015	30/06/2014
Mozambique	(22 331)	
Forage	(19 697)	(2 530)
Pérou		(6 446)
Autres	(2 353)	(2 300)
TOTAL	(44 381)	(11 276)

Note 17 : Résultat financier

en milliers €	30/06/2015	30/06/2014
Intérêts sur découverts	(30)	(63)
Intérêts OCEANE et ORNANE	(7 732)	(18 020)
Intérêts sur autres emprunts	(8 376)	(5 007)
Coût de l'endettement brut	(16 137)	(23 091)
Produits de trésorerie	328	401

Résultats nets sur instruments dérivés	7 929	(832)
Coût de l'endettement net	(7 881)	(23 522)
Ecart de change nets	16 224	5 008
Autres	(913)	(9 550)
Autres produits et charges financiers nets	15 311	(4 541)
RÉSULTAT FINANCIER	7 430	(28 063)

La charge d'intérêts relative à l'emprunt ORNANE émis le 6 juin 2014 au taux nominal de 1,625 %, est comptabilisée au coût amorti sur la base d'un taux d'intérêt effectif de 3,45 % et s'élève à 4 M€.

La charge d'intérêts relative à l'emprunt ORNANE émis le 12 mai 2015 au taux nominal de 2,75 %, est comptabilisée au coût amorti sur la base d'un taux d'intérêt effectif de 5.6 % et s'élève à 2,8 M€.

Les « résultats nets sur instruments dérivées » correspondent principalement à la variation de la juste valeur de l'option détachée de l'emprunt ORNANE 2021 entre la date d'émission (12 mai 2015) et la date de clôture des comptes.

Les gains de change nets sont liés pour l'essentiel à la réévaluation au taux de clôture des positions en devises du Groupe.

Note 18 : Impôts sur le résultat

La charge d'impôt est déterminée par l'application des taux annuels effectifs d'impôt attendus pour chaque pays. La hausse du taux apparent moyen par rapport à la période comparable résulte des déficits non activés.

Les impôts différés actifs liés aux reports déficitaires ne sont pas reconnus au-delà des impôts différés passifs en l'absence de probabilité suffisante de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes pourront être imputées. C'est notamment le cas, de façon structurelle, sur les établissements Maurel & Prom SA (mère).

La charge exigible d'impôt sur les sociétés correspond principalement à la constatation de l'IS sur « profit oil » part de l'Etat sur les permis d'Ezanga au Gabon.

La charge d'impôt différé résulte principalement de la comptabilisation de l'écart entre la reconnaissance des coûts récupérables en base fiscale et la comptabilisation d'immobilisations dans les comptes consolidés sur le permis d'Ezanga

Bouclage entre le solde du bilan, la charge d'impôt et l'impôt payé

en milliers €	Impôts Différés	Impôts Courants
Actif au 31/12/2014	280	1 163
Passif au 31/12/2014	(358 217)	(6 509)
Valeur nette au 31/12/2014	(357 937)	(5 346)
Charge d'impôt exigible au titre de l'exercice		(12 702)
Produit ou charge d'impôt différé	(4 527)	
Paievements		11 504
Écarts de conversion	(30 442)	(551)
Actif au 30/06/2015	0	560
Passif au 30/06/2015	(392 906)	(7 655)
Valeur nette au 30/06/2015	(392 906)	(7 095)

Origine des impôts différés

En milliers d'euros	30/06/2015	31/12/2014
Déficits fiscaux	0	280
Impôts Différés Actif	0	280
Ecart d'évaluation immobilisations corporelles	392 906	357 937
Composante capitaux propres OCEANE	0	280
Impôts Différés Passif	392 906	358 217
Impôts Différés Net	392 906	357 937

Rapprochement de la charge d'impôt et le résultat avant impôt

en milliers €	30/06/2015	30/06/2014
Résultat avant impôt des activités conservées	(26 506)	121 334
- Résultat net des sociétés MEE	(1 100)	(6 755)
Résultat avant impôt hors sociétés MEE	(25 406)	128 089
Impôts sur les résultats	(17 229)	(62 074)
Charge d'impôt théorique 33,33%	8 468	(42 692)
Différence expliquée par	(25 697)	(19 382)
- Différence fiscale sur coûts récupérables et taux d'impôt Gabon	(11 774)	(30 753)
- Impôt profit oil / Chiffre d'affaires notionnel	11 724	23 301
- Déficits non activés	(25 647)	(11 930)

Les effets de distorsion de base taxable au Gabon proviennent d'écarts entre les coûts récupérables éligibles dans la base fiscale et les coûts enregistrés dans la base comptable.

Note 19 : Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information sectorielle est présentée selon des principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances du Groupe.

Les activités de Maurel & Prom sont divisées en trois secteurs : exploration, production et forage.

Les autres activités recouvrent principalement les activités fonctionnelles et financières des holdings.

Le chiffre d'affaire par zone géographique est détaillé dans la Note 16 : Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel et les actifs sont répartis entre chaque secteur à partir des comptes contributifs des entités qui incluent les retraitements de consolidation.

Les charges d'exploration sont détaillées dans la Note 4 : Immobilisations incorporelles.

en milliers € au 30/06/2015	Exploration	Production	Forage pétrolier	Autres activités	Ajustements & élim.	Total
Chiffre d'affaires inter-secteur					0	0
Chiffre d'affaires	0	142 191	15 617	0		157 808
Dépréciations immob. incorporelles	(24 684)	0	0	0		(24 684)
Dépréciations immob. corp. & stocks	0	0	(19 697)	0		(19 697)
RESULTAT OPERATIONNEL	(33 526)	32 445	(24 433)	(7 322)	0	(32 836)
Immobilisations incorporelles (Brut)						
Investissements de la période	43 265	0	30	30		43 325
Investissements cumulés fin de période	133 188	317 909	814	2 111		454 022
Immobilisations corporelles (Brut)						
Investissements de la période	3	91 714	1 715	815		94 246
Investissements cumulés fin de période	31 855	1 798 516	147 583	1 950		1 979 904
en milliers € au 30/06/2014	Exploration	Production	Forage pétrolier	Autres activités	Ajustements & élim.	Total
Chiffre d'affaires inter-secteur			0	(207)	207	0
Chiffre d'affaires	0	271 892	23 609	0		295 501
Dépréciations immob. incorporelles	(1 670)	(629)	0	0		(2 299)
Dépréciations immob. corporelles	(6 446)	0	(2 530)	0		(8 976)
RESULTAT OPERATIONNEL	(13 250)	177 026	(4 968)	(2 659)		156 149
Immobilisations incorporelles (Brut)						
Investissements de la période	59 098		97	46		59 241
Investissements cumulés fin de période	352 869	119 391	321	1 876		474 457
Immobilisations corporelles (Brut)						
Investissements de la période	464	92 824	1 822	407		95 517
Investissements cumulés fin de période	9 045	1 282 557	108 791	19 271		1 419 664

Note 20 : Juste valeur

Les différentes catégories d'actifs et passifs financiers sont présentées dans les tableaux suivants :

en milliers €		30/06/2015		31/12/2014	
		Total Bilan	Juste valeur	Total Bilan	Juste valeur
	Titres disponibles à la vente				
Participations non consolidés		216	216	216	216
Prêts et créances non courants	Prêts et créances	24 685	24 685	715	715
Clients et Comptes Rattachés	Prêts et créances	57 078	57 078	43 377	43 377
Autres Actifs Financiers Courants	Prêts et créances	72 969	72 969	60 197	60 197
Trésorerie et Equivalents de trésorerie		108 419	108 419	229 938	229 938
Total Actif		263 367	263 367	334 443	334 443
Emprunts obligataires	Passif au coût amorti	343 984	343 984	303 621	303 621
Autres emprunts et dettes financières	Passif au coût amorti	401 882	401 882	363 506	363 506
Instruments Financiers Dérivés	Juste valeur	7 603	7 603	1 612	1 612
Dettes fournisseurs	Juste valeur	86 089	86 089	107 210	107 210
Autres créditeurs et passifs divers	Juste valeur	68 099	68 099	65 719	65 719
Total Passif		907 658	907 658	841 669	841 669

Les hypothèses retenues pour déterminer les justes valeurs sont les suivantes :

- les participations non consolidées classées en titres disponibles à la vente, comme les prêts et créances non courants (essentiellement vis-à-vis des sociétés mise en équivalence ou des participations non consolidées), sont évalués au coût compte tenu de l'impossibilité d'avoir la juste valeur de manière fiable. Il a été vérifié qu'il n'y a pas de dépréciations à enregistrer.
- les autres actifs financiers courants ont, comme les créances clients et comptes rattachés, des maturités inférieures à un an, ne justifiant pas d'actualisation. Le cas échéant, les créances font l'objet d'une évaluation à leur valeur économique et sont comptabilisées comme telle dans les comptes du Groupe ;
- la trésorerie du Groupe est considérée comme liquide ;
- les emprunts (Crédit Suisse de 50 M\$ et le revolving credit facility de 400 M\$) sont comptabilisés à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels au taux d'intérêt de l'emprunt ;
- les dettes fournisseurs et les autres créditeurs et passifs financiers divers ont une maturité inférieure à un an et ne présentent pas de ce fait de juste valeur différente de la valeur bilancielle. Une actualisation a été calculée lorsque nécessaire et est déjà prise en compte dans la présentation des comptes ;
- la réévaluation à la juste valeur de la composante dérivée des ORNANE, a été faite au 30 juin 2015.

Note 21 : Parties liées

en milliers €	Revenus	Charges	Montants dus par les parties liées (net)	Montants dus aux parties liées
1) Sociétés mises en équivalence				
Maurel & Prom Colombia BV		(757)	2 366	8 880
MP East Asia	26		75	
Saint-Aubin Energie	898	(110)	25 855	
MP West Canada			27	
MP Energy West Canada Corp.	26		99	
Saint Aubin Exploration et Production Québec Inc			215	
2) Autres parties liées				
- Pacífico	196	(100)	147	25

Sociétés mises en équivalence

Le compte courant avec Saint-Aubin Energie correspond à la part du financement de Maurel & Prom dans les opérations engagées principalement au Myanmar et au Canada via Saint-Aubin Energie et ses filiales.

Autres parties liées

Concernant les autres parties liées, les transactions avec Pacífico, réalisées dans des conditions de concurrence normales, portent d'une part sur des prestations de location et d'autre part sur des prestations d'assistance.

Ainsi Maurel & Prom a conclu, notamment avec Pacífico, actionnaire à 23,71 %, une convention de sous-location de locaux. Par ailleurs, la société Pacífico fournit à Maurel & Prom une prestation d'assistance en matière technique et financière. La convention de prestation de services avec Pacífico a fait l'objet d'un avenant approuvé par le Conseil de Surveillance de Maurel & Prom le 29 mai 2007 et signé le 11 juin 2007 (avec prise d'effet au 1^{er} février 2007). Cet avenant porte essentiellement sur l'actualisation des honoraires correspondants aux prestations fournies.

Note 22 : Engagements Hors Bilan - Actifs et Passifs Eventuels**Engagements de travaux**

Les engagements de travaux pétroliers sont évalués sur la base des budgets approuvés avec les partenaires. Ils font l'objet de multiples révisions en cours d'exercice en fonction notamment des résultats des travaux pétroliers réalisés. Ils prennent également en compte les engagements fermes pris auprès des Etats dans le cadre des permis.

Garanties données sur emprunts : Facilité de crédit Maurel & Prom (Revolving Credit Facility)

Les Etablissements Maurel & Prom ont signé le 18 décembre 2014 une ligne de crédit de 650 M\$ (*Revolving Credit Facility : RCF*), répartis entre une tranche initiale de 400 M\$ et un accordéon de 250 M\$.

La Société est emprunteur au titre du nouveau RCF, qui est par ailleurs garanti par sa filiale française Maurel & Prom West Africa ainsi que Maurel & Prom Gabon. Les sûretés suivantes ont également été accordées :

- un nantissement de solde de compte bancaire consenti par la Société sur le compte de collecte de la Société ;
- un nantissement des actions Maurel & Prom Gabon détenues par Maurel & Prom West Africa ;
- un nantissement des actions Maurel & Prom West Africa détenues par la Société ;
- le transfert, à titre de garantie, des droits respectifs détenus par Maurel & Prom Gabon, la Société et Maurel & Prom West Africa dans tout (i) accord de couverture, (ii) contrat d'assurances et (iii) futur contrat de vente d'huile portant sur les actifs sous-jacents conclu entre Maurel & Prom Gabon et toute partie autorisée à procéder aux enlèvements ;
- le transfert, à titre de garantie, des droits liés à tout prêt accordé à une des sociétés du Groupe.

Les sommes mises à disposition doivent être utilisées pour :

- payer les commissions et les intérêts dus au titre de la nouvelle ligne ;
- rembourser le RCF existant ;
- financer les investissements dans les actifs sous-jacents ; et
- financer tous besoins généraux, y compris le financement d'acquisitions.

Le contrat de crédit est assorti d'un tableau d'amortissement prévoyant un remboursement final fixé au 31 décembre 2020. Toutefois, et à certaines conditions, la période de grâce, initialement de deux ans soit jusqu'au 31 décembre 2016, pourra être allongée d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Maurel & Prom devra payer les intérêts sur l'emprunt, à échéance prévue, à un taux égal au LIBOR auquel s'ajoutent des coûts obligatoires ainsi qu'une marge de 3,40 % par an jusqu'au 31 décembre 2018 et de 3,65 % par an jusqu'au 31 décembre 2020. Les intérêts seront calculés par périodes de 3 mois, sauf stipulation contraire.

Maurel & Prom s'est engagé à respecter certains ratios financiers au 30 juin et au 31 décembre de chaque année :

- un ratio endettement net consolidé du Groupe / Ebitdax (résultat avant intérêts, impôts, amortissements et dépréciations et net de l'impact des gains et pertes de change), calculé sur une période de 12 mois précédant la période de référence, ne devant pas excéder 3,00 ;
- un ratio Réserves P1+P2 en part Groupe x 10\$ ne pouvant être inférieur à une fois et demie l'endettement net consolidé du Groupe.

Par ailleurs, les droits de Maurel & Prom Gabon sur la production de pétrole des champs intégrés dans le contrat de partage de production d'Ezanga ne doivent pas être inférieurs à un niveau de production nette prévu dans le Contrat de Crédit.

Aux termes de la Facilité Bancaire (sous réserve de certaines exceptions), la Société n'est pas autorisée (et doit faire en sorte que ses filiales agissent de même) à (i) accorder de sûretés sur ses actifs, (ii) supporter des dettes financières additionnelles ou (iii) céder tout ou partie des actifs sous-jacents.

Sous réserve de certaines exceptions, la Société s'est également engagée (et doit faire en sorte que Maurel & Prom Gabon, Maurel & Prom West Africa, Caroil et Maurel & Prom Drilling Services agissent de même) à ne pas (x) consentir de nouveaux emprunts et (y) accorder de garanties à toute personne.

Par ailleurs, la Société s'est engagée à ce que Maurel & Prom Gabon maintienne un niveau minimum de production prévu dans la Facilité Bancaire.

Contrat de crédit Maurel & Prom Drilling Services BV

Dans le cadre de l'acquisition des activités de forage Afrique de Tuscany à travers l'acquisition des actions de la société Caroil, Maurel & Prom Drilling Services BV, filiale détenue à 100 % par la Société, a souscrit le 23 décembre 2013 auprès d'un syndicat bancaire animé par Crédit Suisse, une dette bancaire de 50 M\$ (cette dette correspond à une prise en charge à concurrence de ce montant d'une partie de la dette de Tuscany souscrite auprès d'un syndicat bancaire animé par Crédit Suisse), elle sera remboursable à terme échu 5 ans (rémunération LIBOR + 2 %).

Les sûretés suivantes ont été mises en place :

- un nantissement de comptes bancaires ;
- un nantissement de comptes bancaires de second rang ;
- un nantissement du fonds de commerce de Caroil ;
- un nantissement du fonds de commerce de second rang de Caroil ;
- un nantissement de compte-titres des actions Caroil ;
- un nantissement de créances souscrit par la Société ; et
- des confirmations de certaines garanties souscrites par Caroil en 2011 et 2012 avec Crédit Suisse (agissant comme agent du syndicat bancaire).

Autres engagements donnés

Les engagements donnés à la clôture sont identiques à ceux présentés pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2014.

- Cyprus Mnazi Bay Limited

Le contrat d'achat de Cyprus Mnazi Bay Limited à Wentworth signé le 26 juillet 2012 prévoit le paiement à Wentworth d'un montant pouvant aller jusqu'à 5 M\$ en cas de production d'un volume de gaz supérieur à 100 millions de pieds cubes par jour sur une période de trente jours consécutifs.

- Rockover

Le contrat d'achat de la société Rockover en février 2005 prévoyait une clause de retour des anciens actionnaires à hauteur de 10 % en cas de découverte sur l'un des permis cédés (Ofoubou/Ankani, Ezanga (ex Omoueyi), Nyanga Mayombe, Kari) et de 50 % sur le permis de Banio.

A l'initiative de Maurel & Prom, un accord de rachat de cette clause a été signé le 13 juillet 2007. Cet accord prévoit le paiement par Maurel & Prom aux anciens actionnaires de 55 M\$ (payés à ce jour) assorti d'une redevance de 2 % lorsque la production cumulée dépassera 39 millions de barils sur l'ensemble des champs cédés à Maurel & Prom en 2005 (hors Banio). Ce seuil a été atteint dans les derniers jours de décembre 2014.

Par ailleurs, les engagements suivants ont été maintenus : Maurel & Prom devra payer aux vendeurs une redevance totale d'un montant de 1,30 \$ par baril produit à compter de la date à laquelle la production cumulée dans l'ensemble des zones de licences dépasse 80 Mb. Maurel & Prom devra verser à un des deux vendeurs une redevance équivalant à 2 % de la production totale disponible jusqu'à un seuil de 30 Mb et 1,5 % au-delà de ce seuil, sur la production provenant des permis d'exploitation issus du permis d'exploration MT 2000-Nyanga Mayombe.

- CEPP EZANGA

L'Etat gabonais bénéficiait d'un droit d'entrée sur l'ensemble des champs (Autorisation Exclusive d'Exploitation) du permis Omoueyi selon certaines conditions. A la suite de la signature du nouveau CEPP Ezanga, un droit d'entrée similaire est applicable lors de l'attribution d'une AEE.

- Garantie autonome du projet Anticosti

La société Saint-Aubin Energie (dont le capital est détenu à hauteur de 1/3 par votre Société et 2/3 par la société MPI) a garanti, en tant que premier garant, l'exécution des obligations de sa filiale à 100 %, Saint-Aubin Energie Exploration Production Inc, et le paiement à hauteur de 50 M€ concernant la mise en place d'un partenariat avec le gouvernement du Québec. Au terme du contrat de garantie, Maurel & Prom a garanti solidairement avec la société Saint-Aubin Energie, l'exécution des obligations et le paiement des montants dus, dans la limite maximale de 50 M€. Par ailleurs, la société MPI a décidé d'émettre au profit de Maurel & Prom une garantie autonome à première demande d'un montant maximum de 33,3M€, représentant les deux tiers du montant maximum pouvant être dû par Maurel & Prom, représentant la quote-part de détention de MPI dans Saint-Aubin Energie.

Engagements reçus

Dans le cadre de la vente de sa filiale Hocol à Ecopetrol en 2009, une clause de complément de prix a été signé permettant à Maurel & Prom de bénéficier d'un complément de prix d'un montant maximum de 50 M\$, basé sur la valorisation des réserves du champ de Niscota en Colombie, faisant partie de la transaction.

La valorisation des réserves du champ de Niscota devait en principe intervenir au 31 décembre 2012 et faire l'objet d'une validation par un expert indépendant désigné conjointement par Maurel & Prom et Ecopetrol.

Dans ses comptes au 31 décembre 2011, Ecopetrol a enregistré une dette d'un montant de 27,3 M\$ au titre de ce complément de prix. Maurel & Prom a sollicité auprès d'Ecopetrol les bases de calcul de cette évaluation et la communication de toute information prévue par le contrat de vente de Hocol de nature à permettre d'évaluer l'évolution des réserves du champ de Niscota et leur niveau au 31 décembre 2012.

Les informations obtenues tardivement d'Ecopetrol n'ont pas permis à Maurel & Prom d'apprécier le niveau de réserves du champ de Niscota avant la fin 2012, ni de procéder à la désignation de l'expert indépendant prévu par le contrat de vente de Hocol. En décembre 2012 Maurel & Prom a de ce fait introduit une procédure en

arbitrage devant la Chambre de Commerce Internationale à l'encontre d'Ecopetrol afin d'obtenir la désignation d'un expert par le tribunal arbitral dont la mission devra notamment permettre de fixer le montant de la créance éventuelle correspondant au complément de prix mentionné ci-dessus.

La procédure d'arbitrage s'est finalisé sur le 1^{er} semestre 2015, et a conclu à l'absence de créance relative au complément de prix.

Note 23 : Evènements Post-Clôture

Tanzanie – Début de l'approvisionnement en gaz du centre de traitement

Maurel & Prom (opérateur, 48,06%) a procédé le 20 août 2015 à l'ouverture des deux premiers puits du champ de Mnazi Bay qui approvisionneront en gaz le centre de traitement de Madimba (opéré par GASCO, filiale de TPDC), point d'entrée du gazoduc reliant Mtwara à Dar es Salaam.

Cette production, dédiée dans un premier temps aux seules opérations de « *commissioning* » des nouvelles installations de TPDC/GASCO, devrait ensuite rapidement atteindre 70 millions de pieds cube par jour avec la connexion de deux puits supplémentaires au cours du mois d'octobre 2015. Une capacité de production 80 millions de pieds cube par jour est attendue d'ici la fin de l'année.

Projet de fusion entre Maurel & Prom et MPI

Les conseils d'administration de Maurel & Prom et de MPI ont approuvé, à l'unanimité, le principe d'un rapprochement entre les deux sociétés dans le cadre d'une fusion par absorption de MPI par Maurel & Prom.

Cette fusion devra être approuvée par les assemblées générales des actionnaires des deux sociétés en décembre 2015, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015.

Selon la parité indicative proposée par les conseils d'administration de Maurel & Prom et de MPI en date du 27 août 2015, les actionnaires de MPI se verraient remettre 1 action de Maurel & Prom pour 2 actions MPI.

La parité définitive sera arrêtée lors d'une prochaine réunion des conseils d'administration de Maurel & Prom et de MPI devant se tenir mi-octobre, après remise du rapport du commissaire à la fusion.

La parité indicative tient compte du versement d'un dividende exceptionnel de 45 centimes d'euros par action MPI. Celui-ci sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires de MPI qui aura vocation à approuver l'opération et sera versé à ceux-ci, sous condition suspensive de l'approbation de l'opération par les assemblées générales des actionnaires de Maurel & Prom et de MPI.

9 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Aux actionnaires,

en exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Etablissements Maurel & Prom S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2015 au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

9.1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 « méthodes comptables » qui indique les hypothèses retenues par la société pour l'évaluation et l'estimation des titres mis en équivalence de Maurel & Prom Colombie.

9.2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 27 août 2015

Paris, le 27 août 2015

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

International Audit Company

Eric Jacquet

François Caillet

Associé

Associé

MENTIONS LEGALES

Ce document peut contenir des prévisions concernant la situation financière, les résultats, les activités et la stratégie industrielle de Maurel & Prom. Par leur nature même, les prévisions comportent des risques et des incertitudes dans la mesure où elles se fondent sur des événements ou des circonstances dont la réalisation future n'est pas certaine. Ces prévisions sont effectuées sur la base d'hypothèses que nous considérons comme raisonnables mais qui pourraient néanmoins s'avérer inexactes et qui sont tributaires de certains facteurs de risques tels que les variations du cours du brut ; les variations des taux de change ; les incertitudes liées à l'évaluation de nos réserves de pétrole ; les taux effectifs de production de pétrole ainsi que les coûts associés ; les problèmes opérationnels ; la stabilité politique ; les réformes législatives et réglementaires ou encore les guerres, actes de terrorisme ou sabotages.